

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative- Bât C- 2ème étage
Boulevard Georges Sand
36 000 Châteauroux

CHATEAUROUX, le 26/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Guy SUREL TP (ex : CARRIERES DE FORGES)

Les Grandes Cosses
18160 Chezal-Benoît

Références : VI 31/05/23 (MG/RB)
Code AIOT : 0010002841

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement Guy SUREL TP (ex : CARRIERES DE FORGES) implanté Forges 36160 Pouligny-Saint-Martin. L'inspection a été annoncée le 14/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Guy SUREL TP (ex : CARRIERES DE FORGES)
- Forges 36160 Pouligny-Saint-Martin
- Code AIOT : 0010002841
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Arrêté préfectoral n° 2006-05-0051 du 4 mai 2006 autorisant la poursuite de l'exploitation et l'extension d'une carrière de leptynite, d'une installation de traitement (composée de groupes

mobiles) et d'une station de transit de matériaux jusqu'au 4 mai 2036 (avec une fin des extractions au 4 mai 2026).

Arrêté préfectoral complémentaire du 1er juillet 2019 portant transfert de l'autorisation d'exploiter au profit de la S.A.R.L SUREL TP pour les rubriques suivantes :

- 2510-1 (Exploitation de carrières pour une production maximum de 150 000 tonnes/an et 120 000 tonnes/an en moyenne) sous le régime de l'Autorisation
- 2515-1-a (Installation de broyage concassage pour une puissance installée de 650 kW) sous le régime de l'Enregistrement
- 2517-1 (Station de transit de produits minéraux) pour une superficie de 80 000 m² sous le régime de l'Enregistrement.

Arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2021 (présence d'amiante naturel)

Cette carrière a été retenue dans l'inventaire exhaustif réalisé par le BRGM en 2012 sur la présence d'amiante environnemental et classée dans la 2^{ème} classe (carrière pour lesquelles la minéralogie rencontrée est potentiellement celle des amphiboles, mais où des investigations complémentaires de nature uniquement pétrographique apparaissent nécessaires pour confirmer cette nature). Les investigations complémentaires réalisées ont confirmé la présence d'amiante naturel. Des dispositions particulières sur ce sujet ont donc été prescrites par arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2021.

Le traitement des matériaux extraits est réalisé à l'aide d'un concasseur mobile et d'un crible mobile.

Le site dispose d'un chef de site et de 2 chauffeurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Tonnage extrait en 2022 ;
- Bornage ;
- Suivi annuel d'exploitation – plan ;
- Avancement de la remise en état/remblayage ;
- Restriction des accès ;
- Garanties financières ;
- Tirs de mines
- Suites de la dernière inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|----------------------|---|--|---|-----------------------|
| 2 | Déclaration annuelle | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 3.V | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--------------------------------|---|--|---|-----------------------|
| 7 | Suivi annuel d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.7.1.1 | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |
| 8 | Extraction à sec et en gradins | Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.4.1 | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |
| 18 | Abattage à l'explosif | Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.4.2 | / | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 6 | Extraction | Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.4 | / | Sans objet |
| 10 | Bassin de collecte des eaux de ruissellement | Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.6.3 | / | Sans objet |
| 15 | Garanties financières | AP Complémentaire du 01/07/2019, article 5 | / | Sans objet |
| 17 | Déchets d'extraction inertes | Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.7.2.1 | / | Sans objet |
| 19 | Vibrations tirs de mines | Arrêté Préfectoral du 04/06/2006, article 3.5.4.6.1 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------------------|---|--|-------------------|
| 1 | Quantités autorisées | Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 2 | / | Sans objet |
| 3 | Bornage | Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.2.1 | / | Sans objet |
| 4 | Restriction des accès | Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.2.1 | / | Sans objet |
| 5 | Interdiction d'accès | Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.6.1 | / | Sans objet |
| 9 | Distance de recul | Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.6 | / | Sans objet |
| 11 | Rejets d'eaux dans le milieu naturel | Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.5.1.3 | / | Sans objet |
| 12 | Remise en état | Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.7.1 | / | Sans objet |
| 13 | Zone présence amiante naturel | AP Complémentaire du 12/03/2021, article 7.1 | / | Sans objet |
| 14 | Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 2.1.4 | / | Sans objet |
| 16 | Déchets d'extraction inertes | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'absence de plan annuel d'exploitation implique que plusieurs points de contrôle n'ont pu être pleinement abordés (respect des cotes, du plan de phasage, actualisation du montant des garanties financières, etc.).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantités autorisées

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2019, article 2 |
| Thème(s) : Autre, Tonnage annuel extrait |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière sera de 150000t/an [....] |
| Constats : Pas d'écart constaté. |
| Observations : Extrait du tableau de suivi des données déclarées au titre de la TGAP pour 2022 - communiqué par l'exploitant le 5 juin 2023 : 99 805 tonnes ont été extraites en 2022. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Déclaration annuelle

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 3.V |
| Thème(s) : Autre, GEREP |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. |
| Constats : Absence de déclaration annuelle des émissions polluantes GEREP pour 2021 et 2022. L'exploitant complète les données 2022 sur la plate-forme disponible à l'adresse https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/ |
| Observations : Absence de déclaration annuelle des émissions polluantes GEREP pour 2021 et 2022. L'exploitant complète les données 2022 sur la plate-forme disponible à l'adresse https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/ |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Bornage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.2.1 |
| Thème(s) : Autre, Bornage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, - le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. |
| Constats : Par sondage, pas d'écart constaté. |
| Observations : Il a été vu une borne le long du chemin d'accès à la plate-forme de travail Z1 (piquet métallique orangé - de hauteur suffisamment importante pour être visible). Il est rappelé que les bornes doivent rester dégagées et demeurer dégagées jusqu'à l'achèvement des travaux de remise en état. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Restriction des accès

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.2.1 |
| Thème(s) : Autre, Clôture |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant empêchera l'accès à la carrière au niveau des zones non protégées par la végétation. Les panneaux indiquant le sens de circulation sur les pistes d'accès, ainsi que ceux limitant la vitesse à 20 km/h. seront mis en place aux endroits appropriés. |
| Constats : Pas d'écart constaté. |
| Observations : Dès l'entrée de la carrière et en divers endroits, des panneaux figurent le sens de circulation et la vitesse limitée à 20km/h. La carrière est ceinturée de végétation très dense (arbres). L'exploitant a indiqué que l'ensemble est équipé d'une clôture mais ce dernier point n'a pas été contrôlé lors de la visite. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Interdiction d'accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.6.1 |
| Thème(s) : Autre, Gardiennage et clôture |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : 3.6.1.1 GARDIENNAGE Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit et empêché par une barrière. 3.6.1.2 CLÔTURE L'ensemble des zones dangereuses sera interdit par une clôture efficace de hauteur minimale 1,20 mètres. 3.6.13 INFORMATION Les dangers et l'interdiction d'accès sont signalés par des pancartes placées sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et sur la clôture. |
| Constats : Pas d'écart constaté. |
| Observations : Comme mentionné au point de contrôle n°4, la présence de la clôture n'a pas été vérifiée. Une barrière à l'entrée du site restreint son accès en dehors des heures d'ouverture. La présence de camions sortant de la carrière est également mentionné aux abords du site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Extraction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.4 |
| Thème(s) : Autre, Plan de phasage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est conduite conformément au schéma d'exploitation annexé au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. |
| Constats : cf. point de contrôle n°7 : absence du plan annuel d'exploitation. |
| Observations : En l'absence de mise à jour du plan d'exploitation (cf. point de contrôle n°7), il n'a pas été possible de statuer sur la conformité de l'avancement du schéma d'exploitation prescrit à l'article 3.4.4 de l'arrêté d'autorisation du 4 mai 2006. Toutefois, l'exploitant a fait valoir un retard dans l'avancement de l'exploitation sans que l'inspection puisse l'objectiver. Il est rappelé que toute modification du plan de phasage et de remise en état doit faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance au Préfet en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Suivi annuel d'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.71.1 |
| Thème(s) : Autre, NC3* visite 23/07/2021 |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,- les bords de la fouille,- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,- l'emprise des infrastructures [...], des stocks de matériaux et des terres de découvertes,- les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- le positionnement des fronts,- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, ...) seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vu de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités. Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan susnommé. Le plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 01 ^{er} février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan devra être réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des des travaux de remise en état. |
| Constats : Absence du plan annuel d'exploitation. Le plan de 2020 fourni ne comporte pas l'ensemble des items requis à l'article 3.71.1 de l'arrêté d'autorisation du 4 mai 2006. |
| Observations : L'exploitant a présenté un plan annuel d'exploitation en date du 14/10/2020 effectué par la société BIAGEO. Outre le fait que celui-ci ne soit pas à jour, les informations suivantes sont manquantes : <ul style="list-style-type: none">- légende du plan- abords dans un rayon de 50 m- bornage- calcul des surfaces défrichées, décapées, remises en état et en cours de remise en état. Il est rappelé que ces derniers éléments sont nécessaires au calcul des garanties financières. Ecart récurrent (ex NC3 visite 2021). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Extraction à sec et en gradins

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.4.1 |
| Thème(s) : Autre, Carreau de la carrière et gradins |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière aura pour cote minimale 240 m NGF. La hauteur de chaque gradin n'excèdera pas 15 m. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes. |
| Constats : Sur le plan d'exploitation de 2020, deux points ont une cote en deçà de 240 mNGF (le minimum étant 239,96 mNGF). Une banquette est d'ores et déjà végétalisée au sud ouest du site, au dessus du futur plan d'eau (accès piéton uniquement). Le cas échéant, l'exploitant sollicitera une demande d'aménagement des prescriptions conformément à l'article R. 181-46 via la fourniture d'un porter à connaissance. |
| Observations : Sur le plan d'exploitation de 2020, deux points ont une cote en deçà de 240 mNGF (le minimum étant 239,96 mNGF). Ce point sera ré-examiné dans le plan mis à jour. En l'absence de plan, la hauteur maximale des gradins actuels de 15 m n'a pu être contrôlée. Ceux-ci sont accessibles par chemin d'accès (zones de travail 1 à 4). Une banquette est d'ores et déjà végétalisée au sud ouest du site, au dessus du futur plan d'eau (accès piéton uniquement). Il est précisé que les banquettes doivent rester accessibles tant que l'extraction n'est pas finalisée conformément au plan de l'état final annexé à l'arrêté d'autorisation du 4 mai 2006. Le cas échéant, l'exploitant sollicitera une demande d'aménagement des prescriptions conformément à l'article R. 181-46 via la fourniture d'un porter à connaissance. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 9 : Distance de recul

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.6 |
| Thème(s) : Autre, Distance aux limites de périmètre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les abords de l'exploitation de carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur. |
| Constats : Pas d'écart constaté |
| Observations : Le plan d'exploitation de 2020 fait valoir le respect de la distance de recul de 10m. Aucun problème de stabilité des fronts n'a été observé auprès des zones d'extraction visitées (plate-formes 1 et 3), s'agissant de roche massive. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Bassin de collecte des eaux de ruissellement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.6.3 |
| Thème(s) : Autre, Bassin |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le bassin de collecte des eaux de ruissellement sera interdit et protégé par un merlon ou tout autre dispositif équivalent. Des panneaux de danger seront disposés à proximité des zones de risques de chute et des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) seront disponibles à proximité. |
| Constats : Absence de panneau signalant le risque de noyade au niveau du plan d'eau ni de moyens de secours adaptés. |
| Observations : Les eaux de ruissellement aboutissent au niveau du futur plan d'eau, au point bas de la zone d'extraction. Une pompe de relevage bridée à 80 m ³ /h assure le rejet vers la Couarde. Une partie des eau est également utilisée pour l'arrosage des pistes (dispositif et mise en oeuvre constatée lors de la visite). Il n'y a pas de panneau signalant le risque de noyade ni de moyen de secours à proximité. Le jour de l'inspection, peu d'eau est observée au point bas du site. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Rejets d'eaux dans le milieu naturel

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.5.1.3 |
| Thème(s) : Autre, Réalisation mesures semestrielles |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Des analyses de contrôle des paramètres ci-dessus seront réalisées par un laboratoire agréé semestriellement. La première des mesures aura, chaque année, lieu suite à un épisode pluvieux de la fin du premier trimestre ou du début du second. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées et au service police de l'eau. Ils seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation. |
| Constats : pas d'écart constaté |
| Observations : Vu rapport de mesures INOVALYS du 12 avril 2023 - l'ensemble des paramètres figurant à l'article 3.5.1.3 de l'arrêté d'autorisation du 4 mai 2006 ont été analysés - aucun dépassement des valeurs limites réglementaires. Ceci permet de solder l'écart observé lors de l'inspection de 2021 (ex NC2*). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Remise en état

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.71 |
| Thème(s) : Autre, Avancement remise en état |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La remise en état du site consiste en un remblaiement partiel de certains fronts, la création d'un plan d'eau au sud et une remise en herbe partielle. |
| Constats : Pas d'écart constaté à ce stade, la remise en état pour un plan d'eau et au niveau des fronts, devant démarrer après exploitation. Néanmoins, compte tenu de la taille du plan d'eau envisagé, à savoir plus de 2 000 000 de m3, et sous réserve des informations disponibles et de meilleurs éléments de chiffrage, l'inspection des installations classées s'interroge quant à la faisabilité de la remise en état sur 10 ans. Il est donc demandé à l'exploitant de prendre l'attache d'un bureau d'étude spécialisé de façon à préciser les conditions et durée de remise en état. Le cas échéant, un porter à connaissance sera adressé au Préfet en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. |
| Observations : Du fait de l'extraction en cours au niveau de la partie centrale du site (plate-forme 1), la remise en état en plan d'eau n'est pas initiée. Les registres de pompage vers la Couarde pour 2021 et 2022 font valoir un volume total d'environ 100 000 m3 sur deux ans. Compte tenu de la taille du plan d'eau envisagé, à savoir plus de 2 000 000 de m3, et sous réserve des informations disponibles et de meilleurs éléments de chiffrage, l'inspection des installations classées s'interroge quant à la faisabilité de la remise en état sur 10 ans. En outre, l'exploitant a fait valoir d'éventuels projets futurs pour son site. Il est donc demandé à l'exploitant de prendre l'attache d'un bureau d'étude spécialisé de façon à préciser les conditions et durée de remise en état. Le cas échéant, un porter à connaissance sera adressé au Préfet en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Zone présence amiante naturel

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2021, article 71 |
| Thème(s) : Autre, NC4 visite 23/07/2021 |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'extraction de matériaux sur les zones Z1 et Z2 mentionnées sur le plan annexé au présent arrêté est interdite. Ces zones sont matérialisées sur le site, isolées par une clôture ou tout autre moyen équivalent. L'information « présence d'amiante naturel » y est clairement affichée. |
| Constats : Pas d'écart constaté. |
| Observations : Des blocs limitent les accès aux zones Z1 et Z2. Vu panneau de la zone Z2. La NC4 de la visite 2021 est donc soldée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 14 : Garanties financières

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 2.1.4 |
| Thème(s) : Autre, Renouvellement acte de cautionnement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : [...] l'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance. [...] |
| Constats : Pas d'écart constaté. |
| Observations : L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement d'un montant de 354 523 € qui couvre la période du 01/07/2021 au 01/07/2026 établi par BPI France. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 15 : Garanties financières

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/07/2019, article 5 |
| Thème(s) : Autre, Montant des garanties financières |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées. L'exploitation est menée en 5 périodes récapitulées dans le tableau ci après. |
| Constats : L'exploitant actualisera le calcul des garanties financières et adressera au Préfet le cas échéant un acte de cautionnement mise à jour. |
| Observations : L'indice TP01 ayant fortement évolué ces derniers mois et les surfaces exploitées, remises en état, etc., n'étant pas déterminées en l'absence de plan annuel d'exploitation (cf. point n°7), il est demandé de procéder à l'actualisation du montant des garanties financières. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 16 : Déchets d'extraction inertes

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Autre, Gestion et suivi des zones de stockage-aménagement et entretien |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. |
| Constats : Pas d'écart constaté. |
| Observations : Pas d'écart constaté au niveau des plate-formes d'extraction 1 et 3 ainsi que l'aire de transit de matériaux. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 17 : Déchets d'extraction inertes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.7.2.1 |
| Thème(s) : Autre, Gestion et suivi des zones de stockage-suivi des déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour et à disposition de l'inspection un registre dans lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux [...], un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. |
| Constats : L'exploitant ne dispose pas du registre prescrit à l'article 3.7.2.1 de l'arrêté du 4 mai 2006, faisant notamment valoir la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, leur localisation sur le site. Il est précisé que désormais le Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments (RNDTS) doit être renseigné (décret du 25 mars 2021) ce qui n'est pas le cas au jour de la visite - tolérance jusqu'au 30 juin 2023. |
| Observations : L'exploitant via sa comptabilité assure un suivi des quantités des déchets admises pour remblaiement. Pour 2022 : 11269,75 tonnes. Pour autant, il ne dispose pas du registre prescrit à l'article 3.7.2.1 de l'arrêté du 4 mai 2006, faisant notamment valoir la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, leur localisation sur le site. Il est précisé que désormais le Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments (RNDTS) doit être renseigné (décret du 25 mars 2021) - tolérance jusqu'au 30 juin 2023. Accessible à l'adresse : https://sso-rndts.developpement-durable.gouv.fr Ce registre répondra pour partie à la prescription de l'article 3.7.2.1 mais la localisation des dépôts sur le site doit être tracée dans un document complémentaire. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 18 : Abattage à l'explosif

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.4.4.2 |
| Thème(s) : Autre, Plan de tir |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives [...] Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables, entre 11 heures et 13 heures [...] La charge maximale instantanée de produits explosifs est limitée à 110 kg [...] |
| Constats : Non respect de la charge maximale instantanée lors du tir du 21/03/2023 au point B et C du gradin 1 (respectivement 118 et 114 kg). |
| Observations : Comptes-rendus SERFOTEX des tirs du 21/03/2023 adressés postérieurement à l'inspection (mail du 05/06/2023). Non respect de la charge maximal instantanée lors du tir du 21/03/2023 au point B et C du gradin 1 (respectivement 118 et 114 kg). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 19 : Vibrations tirs de mines

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2006, article 3.5.4.6.1 |
| Thème(s) : Autre, Vitesse particulière |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction [...]. |
| Constats : Sur la base des relevés de tirs du 21/03/2023 de la société SERFOTEX, la vitesse particulière pondérée n'a pas été évaluée. On note un dépassement du seuil de 10 mm/s en valeur brute en vertical au point de la dalle du bureau de la carrière au moment du tir au niveau du gradin 1. Les valeurs brutes ne dépassent pas le seuil de 10 mm/s au niveau de l'habitation la plus proche. |
| Observations : Sur la base des relevés de tirs du 21/03/2023 de la société SERFOTEX, la vitesse particulière pondérée n'a pas été évaluée. On note un dépassement du seuil de 10 mm/s en valeur brute en vertical au point de la dalle du bureau de la carrière au moment du tir au niveau du gradin 1. Les valeurs brutes ne dépassent pas le seuil de 10 mm/s au niveau de l'habitation la plus proche mais le résultat doit être exprimé en valeur pondérée. Pour le tir au niveau de la zone de décapage, les capteurs positionnés dans la zone d'habitation n'ont pas déclenché. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |